

Enquêtes publiques et concertations



PRÉFET DU NORD

Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de CARNIERES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La société FERME EOLIENNE LE MAURIER - siège social : 233 rue du Faubourg Saint Martin 59100 PARIS - a déposé un dossier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une parc éolien de 4 aérogénérateurs et un pont de livraison sur la commune de CARNIERES comprenant l'activité principale suivante soumise à autorisation au titre de la rubrique de la construction des installations classées pour la protection de l'environnement :

2590-1 - Installation terreste de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres.

Cette demande sera soumise à enquête publique au mairie de CARNIERES du 15 septembre 2019 au 17 octobre 2019 inclus, et la public pourra prendre connaissance du dossier tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture de la mairie, et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Celui-ci pourra également être lu :

- par voie électronique à l'adresse suivante : prei-installations-classes@nord.gouv.fr ou à la commissaire-enquêteur dans ses permanences au mairie de CARNIERES

- par voie postale en mairie de CARNIERES : Place du Général de Gaulle, 59171 CARNIERES

- à l'attention de Madame la commissaire-enquêteur.

Mme Jocelyne DELHAYE, retraitée de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public en mairie de CARNIERES au lieu de consultation des dossiers, lundi 16 septembre 2019 de 9 heures à 12 heures, samedi 28 septembre 2019 de 9 heures à 12 heures, mardi 2 octobre 2019 de 14 heures à 17 heures, vendredi 11 octobre 2019 de 9 heures à 12 heures et jeudi 17 octobre 2019 de 14 heures à 17 heures.

Le dossier d'enquête publique papier sera également disponible à la préfecture du Nord pendant toute la durée de l'enquête. Une version numérique du dossier sera disponible sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/prei>).

Une poste informatique sera à la disposition du public pour consulter le dossier dématérialisé d'enquête aux heures d'ouverture de la préfecture du Nord - 12 rue Jean Sans Peur - LILLE. Des informations relatives au projet peuvent être demandées auprès de la Préfecture du Nord, chargé d'écouter à l'enquête par voie électronique au 03 20 41 76 01 ou à l'adresse électronique suivante : prei-installations-classes@nord.gouv.fr.

Le rapport et les conclusions motivées de la commissaire-enquêteur seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord ainsi qu'en préfecture du Nord et en mairie de CARNIERES pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

A l'issue de cette phase d'enquête, le préfet de département prendra une décision d'autorisation ou de refus d'exploitation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.



PRÉFET DU NORD

Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de SAINT-SOUPLET

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La société Parc éolien de Saint-Souplet (EDF Rénouvelables France) dont le siège social est situé chez EDF EN France - Cour Défense Tour B 100 Espérance du Général de Gaulle 92542 PARIS LA DEFENSE CEDEX, a déposé un dossier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une parc éolien dit "de Saint-Souplet" composé de 8 aérogénérateurs et 3 postes de livraison sur la commune de SAINT-SOUPLET comprenant l'activité principale suivante soumise à autorisation au titre de la rubrique de la construction des installations classées pour la protection de l'environnement :

2590-1 - Installation terreste de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.

Les procédures intégrées à la présente demande sont :

- l'autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) non polluantes de préserver des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter préjudice à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux écosystèmes piscicoles, au titre de la rubrique 2.1.5.0.11 en raison de l'interception de basses versants dont la surface est de 437 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique en mairie de SAINT-SOUPLET pendant 30 jours consécutifs du 16 septembre 2019 au 18 octobre 2019 inclus, et la public pourra prendre connaissance du dossier tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture de la mairie, et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Celui-ci pourra également être lu :

- par voie électronique à l'adresse suivante : prei-installations-classes@nord.gouv.fr ou à la commissaire-enquêteur dans ses permanences au mairie de SAINT-SOUPLET

- par voie postale : à la préfecture du Nord - Bureau des ICPE - 12 rue Jean Sans Peur - CS 20003 - 59039 LILLE CEDEX, ou en mairie de SAINT-SOUPLET : 2 rue de la Haie-Mennesses (59060) à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur.

Monsieur Emmanuel PARENTY, avocat honoraire à la retraite, en sa qualité de commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public en mairie de SAINT-SOUPLET, au lieu de consultation du dossier les jours et heures suivants :

- Lundi 16 septembre 2019 de 9h à 12h ;

- Samedi 21 septembre 2019 de 15h à 18h ;

- Mercredi 25 septembre 2019 de 15h à 18h ;

- Vendredi 4 octobre 2019 de 15h à 18h ;

- Samedi 19 octobre 2019 de 9h à 12h.

Le dossier d'enquête publique papier sera également disponible à la préfecture du Nord pendant toute la durée de l'enquête. Une version numérique du dossier sera disponible sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/prei>).

Une poste informatique sera à la disposition du public pour consulter le dossier dématérialisé d'enquête aux heures d'ouverture de la préfecture du Nord - 12 rue Jean Sans Peur - LILLE.

Des informations relatives au projet peuvent être demandées auprès de Lisa BERTO, Ingénieur Préfète Hauts-de-France au 03 20 41 76 25 ou à l'adresse électronique suivante : Lisa.Berto@nord.gouv.fr.

Le rapport et les conclusions motivées de la commissaire-enquêteur seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord ainsi qu'en préfecture du Nord et en mairie de SAINT-SOUPLET pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

A l'issue de cette phase d'enquête, le préfet de département prendra une décision d'autorisation ou de refus d'exploitation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Commune de MALINCOURT

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique relative au plan de zonage d'assainissement collectif

Par arrêté municipal en date du 13 août 2019, le Maire de Malincourt a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour le projet d'un plan de zonage d'assainissement collectif.

Monsieur Patrick ADAMARD, retraité de la Gendarmerie, a été désigné par le Président du Tribunal Administratif en qualité de commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera en mairie de Malincourt du 16 septembre 2019 à 9h00 au 17 octobre 2019 12h00, aux jours et heures habilités d'ouverture de la mairie. Le dossier est également consultable sur le site : <https://www.regionhautsdefrance.fr/zonage-assainissement>. Pendant la durée de l'enquête publique, les observations pourront être consignées sur le registre d'enquête publique déposé en mairie, sur le registre dématérialisé intégré au site internet dédié ou adressées par voie postale au commissaire enquêteur en mairie de Malincourt 2 rue de Péronne 59177 MALINCOURT ou par courriel à l'adresse suivante :

zonage-assainissement@regionhautsdefrance.fr

Monsieur le commissaire enquêteur recevra en mairie le lundi 16 septembre 2019 de 09h00 à 12h00, le samedi 05 octobre 2019 de 09h00 à 12h00 et le jeudi 17 octobre 2019 de 09h00 à 12h00.



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Hauts-de-France

En exécution de l'arrêté du Président du conseil régional Hauts-de-France n° 19003574 en date du 16 juillet 2019, il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Hauts-de-France du lundi 16 septembre 2019 à 9h au mercredi 16 octobre 2019 à 17h, soit 31 jours consécutifs.

Depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTA), le Préfet est tenu de consulter et assurer le suivi du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Ce plan régional concerne tous les flux de déchets ménagers et industriels dans la région qu'ils soient traités en leur propre pays.

Le PRPGD a pour objectif de conforter l'ensemble des actions des collectivités publiques et des organismes privés en matière de prévention et de gestion des déchets. Il précise les différents objectifs de prévention, de recyclage, de valorisation à attendre ainsi que les actions, les services concernés et les équipements à mettre en œuvre pour y parvenir. Cette compétence revient à la Région au rôle d'animation dans le cadre de l'élaboration et du suivi de ce document. Le PRPGD est accompagné d'un rapport environnemental conformément à l'article L122-6 de la R122-20 du code de l'environnement.

L'Hôtel de Ville (181 av. du Président Hoover, 59555 LILLE Cedex) est désigné comme étant le siège de l'enquête, lieu où toute correspondance relative à l'enquête publique peut être adressée à M. le Président de la commission d'enquête du PRPGD.

Le dossier d'enquête publique, établi conformément aux dispositions de l'article R. 123-4 du code de l'environnement, comprend notamment son rapport sur les incidences environnementales, ainsi que l'avis de l'Agence Environnementale et les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation prévue aux articles R151-22 et R151-23 du code de l'environnement.

Le projet de PRPGD sera, après approbation, annexé au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable des Territoires - SRADDET de la Région Hauts-de-France. Le SRADDET est également soumis à une enquête publique, distincte dans sa procédure mais concomitante de celle relative au PRPGD.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra :

CONSULTER OU TÉLÉCHARGER LES ÉLÉMENTS DU DOSSIER :

- sur support papier, dans les lieux et heures précises ci-dessous

- en version numérique et téléchargeable sur les sites suivants :

<https://www.regionhautsdefrance.fr/prpgd-hauts-de-france>

ou sur un support informatique au siège de l'enquête à Lille.

De la publication de l'arrêté d'organisation de l'enquête, et pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra, à son choix, sur demande écrite adressée à Monsieur Laurent ROUSSEL, responsable du projet, Agence Hauts-de-France 2040, 151 avenue du Président Hoover, 59555 LILLE obtenir communication du dossier d'enquête publique.

Au moins un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public afin qu'il puisse consulter gratuitement le dossier d'enquête et présenter ses observations et propositions (écrites ou orales), aux lieux, dates et heures suivants :

Lieux - Adresses - Jours et heures d'ouverture au public - Dates et horaires de permanence des commissaires enquêteurs :

• ARBEVILLE - Hôtel de ville - 1, place Yves Lejeune - 59101 Arbevillie

Du lundi au jeudi de 09h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Le vendredi de 09h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 - fermé le samedi

• MERCIER - 18 septembre de 15h à 18h

• MERCIER 25 septembre de 15h à 18h

• Vendredi 04 octobre de 14h à 17h

• Jeudi 10 octobre de 14h à 17h

• Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h - fermé le jeudi 20 septembre

• Lundi 23 septembre de 14h à 17h

• Mercredi 25 septembre de 15h à 18h

• Mardi 01 octobre de 14h à 17h

• Vendredi 11 octobre de 14h à 17h

• CHARENTILLY

Hôtel de ville - 11, Avenue du Maréchal Joffre - 90500 Chantilly

Du lundi au vendredi de 09h30 à 12h et de 13h30 à 17h - Le samedi de 09h30 à 12h

• Mercredi 18 septembre de 15h à 18h

• Mercredi 25 septembre de 15h à 18h

• Vendredi 04 octobre de 14h à 17h

• Jeudi 10 octobre de 14h à 17h

• Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h - fermé le jeudi 20 septembre

• Lundi 23 septembre de 14h à 17h

• Mercredi 25 septembre de 15h à 18h

• Mardi 01 octobre de 14h à 17h

• Vendredi 11 octobre de 14h à 17h

• DESVRES

Hôtel de ville - Place Léon-Blaum - 62240 Desvres

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi fermé

• mercredi 18 septembre de 15h à 18h

• mardi 24 septembre de 14h à 17h

• mardi 01 octobre de 14h à 17h

• mercredi 16 octobre de 14h à 17h

• DOUAI

Hôtel de ville - 83, rue de la mairie - 59501 Douai Cedex

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi fermé

• Vendredi 20 septembre de 15h à 18h

• Lundi 23 septembre de 14h à 17h

• Mercredi 02 octobre de 14h à 17h

• Mercredi 16 octobre de 14h à 17h

• FREVENT

Antenne Régionale - 2, rue des Lombards - 62270 Frévent

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

• jeudi, 18 septembre de 14h à 17h

- vendredi 27 septembre de 9h à 12h

- jeudi 4 octobre de 14h à 17h

- Lundi 14 octobre de 9h à 12h

• HAZEBROUCK

Antenne Régionale - 222bis, rue de Vieux Béquigny - 59190 Hazebrouck

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

• Mardi 17 septembre de 14h à 17h

• Mercredi 25 septembre de 15h à 18h

• Jeudi 03 octobre de 14h à 17h

• Lundi 14 octobre de 9h à 12h

• LENS - Hôtel de ville - 17 bis, place Jean-Jaures - 62300 Lens

Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h - Le samedi fermé

• Lundi 16 septembre de 14h à 17h

• Mardi 24 septembre de 15h à 18h

• Vendredi 04 octobre de 15h à 18h

• Mercredi 16 octobre de 14h à 17h

• LONHNE - Hôtel de ville - 72 Avenue de la République - 59461 Lomme

Du lundi de 13h30 à 17h30

Du mardi au vendredi de 09h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi de 09h30 à 12h

• Samedi 21 septembre de 14h à 17h

• Vendredi 20 septembre de 14h à 17h

• Samedi 12 octobre de 14h à 17h

• MAIRIEUX - Hôtel de ville - Place du Docteur-Pierre-Forest - 59067 Mairieux

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi de 09h30 à 12h

• Mardi 17 septembre de 14h à 17h

• Samedi 25 septembre de 15h à 18h

• Samedi 05 octobre de 14h à 17h

• Mercredi 16 octobre de 14h à 17h

• PERONNE - Hôtel de ville - Place Louis Daudry - 80201 Péronne

Lundi de 09h30 à 12h et de 14h à 17h30

Du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi de 9h à 12h

• Vendredi 20 septembre de 14h à 17h

• Lundi 02 octobre de 14h à 17h

• Mercredi 16 octobre de 14h à 17h

• Samedi 18 octobre de 14h à 17h

• SARTOUEVILLE - Antenne Régionale - 9, place Lafayette - 62150 Saint Quentin

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h - (fermé à 16h30 le vendredi)

• Mercredi 18 septembre de 14h à 17h

• Mercredi 25 septembre de 14h à 17h

• Jeudi 03 octobre de 14h à 17h

• Samedi 05 octobre de 14h à 17h

• SOISSONS - Antenne Régionale - Parc Gouraud, 2 allées des Nobles - 62200 Soissons

Lundi, mardi, mercredi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

• Vendredi 20 septembre de 14h à 17h

• Vendredi 27 septembre de 9h à 12h

• Lundi 7 octobre de 14h à 17h

• Valenciennes - Hôtel de ville - Place d'Armes - 59304 Valenciennes

Du lundi au vendredi de 9h15 à 12h et de 13h15 à 17h00 - Le samedi de 9h15 à 12h

• Samedi 21 septembre de 14h à 17h

• Samedi 28 septembre de 14h à 17h

• Vendredi 04 octobre de 14h à 17h

• Samedi 12 octobre de 14h à 17h

TRANSMETTRE SES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS :

Le public est averti que les observations et propositions qui sont le fruit d'un exposé, seront reçues sur le registre dématérialisé et accessibles à tous sur internet. Il peut également être adressées, soit :

- en les adressant par mail à l'adresse suivante :

prpgd-hauts-de-france@mail.regionhautsdefrance.fr

- en les adressant par mail à l'adresse suivante :

<https://www.regionhautsdefrance.fr/prpgd-hauts-de-france>

- en les adressant par courrier à l'attention de M. le Président de la Commission d'Enquête du projet de PRPGD, Hôtel de Région, 151 avenue du Président Hoover, 59555 LILLE Cedex.

CONSULTER LES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS :

Les différentes contributions émises par les citoyens participant à l'enquête sont consultables par le public, soit par le biais du registre dématérialisé soit au siège de l'enquête.

Conformément à l'article R. 123-12 du code de l'environnement, l'adoption de la loi ou l'adoption du dossier soumis à enquête publique peut être l'objet d'un recours.

Pour information, au titre de chacune des communes de la Région Hauts-de-France. Un exemplaire du dossier est adressé sous forme numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

La commission d'enquête, constituée par le Tribunal Administratif de Lille, par la désignation D1900005758 du 23 mai 2019, modifiée le 2 juillet 2019, est composée des membres suivants : Président : Monsieur Michel-Ange MOUQUET Membres titulaires : Madame Claude SAMIER, Monsieur Pierre GUILLEMAIT, Madame Peggy CARTON, Monsieur Pierre BALEY, Monsieur Didier COLOMBI, Monsieur Stéphane DEWOUT, Monsieur Remy RAVARD, Monsieur Michel DARD, Monsieur Jean-Marc LE GOUILLER, Monsieur Patrick JAMEY, Monsieur Jean-Christophe BACHY, Monsieur Jean-Marie ALLONNEAU, Monsieur Christophe BACHY, Monsieur Daniel LEFFEVRE.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête, dès leur adoption, seront mis à la disposition de toutes les personnes intéressées, dans l'ensemble des lieux où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à l'Agence Hauts-de-France 2040 de la Région, pendant un an.

Ces documents seront également publiés sur le site internet du conseil régional (<https://www.hautsdefrance.fr>) et sur le site de la Préfecture de Région (<http://www.hauts-de-france.gouv.fr>). Toutes informations sur cette enquête peuvent être obtenues auprès du conseil régional Hauts-de-France, Hôtel de Région, Agence Hauts-de-France 2040, 151 avenue du Président Hoover, 59555 LILLE, auprès de Bertrand LAFOLIE responsable de service, [bertrand.lafolie@](mailto:bertrand.lafolie@hautsdefrance.fr)

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Arrêté de décembre 2018 relatif au tarif annuel des annonces judiciaires et légales.
Prix Unitaire HT à la ligne par colonne : Nord 5,25 euros - Pas-de-Calais 5,25 euros.

Enquêtes publiques et concertations



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de CARNIERES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

La société FERME EOLIENNE LE MAIRIE, siège social : 233 rue du Franchou Saint Martin 75010 PARIS, a déposé un dossier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter au parc éolien de 4 aérogénérateurs et un poste de livraison sur la commune de CARNIERES comprenant l'activité principale suivante soumise à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2800-1 - Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le toit a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres. Cette demande sera soumise à enquête publique en mairie de CARNIERES du 18 septembre 2019 au 17 octobre 2019 inclus, où le public pourra prendre connaissance du dossier sous les jours ouvrables aux heures d'ouverture de la mairie, et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Ces observations seront prises en compte par la commission d'enquête publique et les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation prévue aux articles R151-22 et R151-23 du code de l'environnement. Le dossier d'enquête publique, établi conformément aux dispositions de l'article R. 123-4 du code de l'environnement, est accessible au public sur le site internet de la commune de CARNIERES : <http://www.carnieres.fr> ou à la mairie de CARNIERES : Place du Général de Gaulle, 59271 CARNIERES. Les informations sur le projet peuvent être demandées auprès de François THIEBAULT, chargé d'études à Energreen, par téléphone au 03 22 61 10 01 ou à l'adresse électronique suivante : franck.thiebault@energreen.fr. Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête publique sont mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/etap>). Un point d'information sera à la disposition du public pour consulter le dossier dématérialisé d'enquête aux heures d'ouverture de la préfecture du Nord - 12 rue Jean Sans Peur - LILLE. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de François THIEBAULT, chargé d'études à Energreen, par téléphone au 03 22 61 10 01 ou à l'adresse électronique suivante : franck.thiebault@energreen.fr. A l'issue de cette phase d'enquête, le projet de département prendra son décision d'autorisation ou de refus d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.



Hauts-de-France

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif au projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Hauts-de-France

En exécution de l'arrêté du Président du conseil régional Hauts-de-France n° 19002674 en date du 16 juillet 2019, il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Hauts-de-France du lundi 16 septembre 2019 à 9h au mercredi 16 octobre 2019 à 17h, soit 31 jours consécutifs.

Depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), la Région est compétente pour élaborer et assurer le suivi du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Ce plan régional concerne tous les types de déchets produits et traités dans la Région quelle que soient leurs natures ou leurs producteurs. Le PRPGD a pour objectif de coordonner l'ensemble des actions des pouvoirs publics et des organismes privés en matière de prévention et de gestion des déchets. Il prévoit les différents objectifs de prévention, de recyclage, de valorisation à atteindre ainsi que les actions, les services concernés et les engagements à mettre en œuvre pour y parvenir. Cette compétence confère à la Région un rôle d'animation dans le cadre de l'élaboration et du suivi de ce document. Le PRPGD est accompagné d'un rapport environnemental conformément à l'article L123-4 et R123-20 du code de l'environnement. L'avis de la Région (151 art. du Président Hoover, 59555 LILLE Cedex) est désigné comme étant le siège de l'enquête, les avis formulés par les institutions consultées dans le cadre de la consultation prévue aux articles R151-22 et R151-23 du code de l'environnement.

Le dossier d'enquête publique, établi conformément aux dispositions de l'article R. 123-4 du code de l'environnement, est accessible au public sur le site internet de la Région Hauts-de-France : <http://www.hautsdefrance.fr> ou à la mairie de CARNIERES : Place du Général de Gaulle, 59271 CARNIERES.

Les informations sur le projet peuvent être demandées auprès de François THIEBAULT, chargé d'études à Energreen, par téléphone au 03 22 61 10 01 ou à l'adresse électronique suivante : franck.thiebault@energreen.fr. Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête publique sont mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/etap>).

Un point d'information sera à la disposition du public pour consulter le dossier dématérialisé d'enquête aux heures d'ouverture de la préfecture du Nord - 12 rue Jean Sans Peur - LILLE. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de François THIEBAULT, chargé d'études à Energreen, par téléphone au 03 22 61 10 01 ou à l'adresse électronique suivante : franck.thiebault@energreen.fr.

A l'issue de cette phase d'enquête, le projet de département prendra son décision d'autorisation ou de refus d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le dossier d'enquête publique, établi conformément aux dispositions de l'article R. 123-4 du code de l'environnement, est accessible au public sur le site internet de la Région Hauts-de-France : <http://www.hautsdefrance.fr> ou à la mairie de CARNIERES : Place du Général de Gaulle, 59271 CARNIERES.

Les informations sur le projet peuvent être demandées auprès de François THIEBAULT, chargé d'études à Energreen, par téléphone au 03 22 61 10 01 ou à l'adresse électronique suivante : franck.thiebault@energreen.fr.

- Mardi 17 septembre de 14h à 17h
- Samedi 28 septembre de 9h à 12h
- Samedi 05 octobre de 9h à 12h
- Mercredi 16 octobre de 14h à 17h
- PERONNE - Hôtel de ville - Place Louis Dauterive - 80201 Peronne
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - Le samedi de 9h à 12h
- Vendredi 20 septembre de 14h à 17h
- Lundi 30 septembre de 9h à 12h
- Lundi 07 octobre de 9h à 12h
- Mercredi 16 octobre de 14h à 17h
- SAINT-MARTIN - Antenne régionale - 9, place Lafayette - 02100 Saint Martin
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h - (fermé le vendredi)
- Mercredi 18 septembre de 9h à 12h
- Mercredi 25 septembre de 14h à 17h
- Jeudi 03 octobre de 14h à 17h
- vendredi 11 octobre de 9h à 12h
- SOISSONS - Antenne régionale - Parc Gournay, 2 allées des Nobels - 02200 Soissons
Lundi, mardi, mercredi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h
- Vendredi 20 septembre de 14h à 17h
- Vendredi 27 septembre de 9h à 12h
- Lundi 7 octobre de 14h à 17h
- Mardi 15 octobre de 9h à 12h
- VALENCIENNES - Hôtel de ville - Place d'Armes - 59300 Valenciennes
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h15 à 17h30 - Le samedi de 9h à 12h
- Samedi 21 septembre de 9h à 12h
- Jeudi 26 septembre de 14h à 17h
- Vendredi 04 octobre de 14h à 17h
- Samedi 12 octobre de 9h à 12h

TRANSMETTEZ VOS OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS :
Le public est averti que les observations et propositions que vous souhaitez formuler, doivent parvenir sur le registre dématérialisé et accessibles à tous sur internet. Il peut exprimer ses observations, soit :

- en les transmettant sur le registre d'enquête coté et paraphé par les commissaires enquêteurs et disposé à l'Hôtel de la Région Hauts-de-France à Lille et dans les lieux de consultation et de permanence ci-dessous ;

- en les adressant par mail à l'adresse suivante : prpgd-hauts-de-france@mail.registre-numerique.fr ;

- en les consignait sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-numerique.fr/prpgd-hauts-de-france> ;

- ou les adressant par courrier à l'attention de M. le Président de la Commission d'Enquête du projet de PRPGD, Hôtel de la Région, 151 avenue du Président Hoover, 59555 LILLE Cedex.

CONSULTEZ LES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS :
Les différentes contributions émises par les citoyens participant à l'enquête sont consultables par le public, soit par le biais du registre dématérialisé soit au siège de l'enquête.

Conformément à l'article R. 123-12 du code de l'environnement, l'adresse du site où l'intégralité du dossier soumis à enquête publique peut être téléchargée, a été communiquée, pour information, au maire de chacune des communes de la Région Hauts-de-France. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

La consultation d'enquête, constituée par le Tribunal Administratif de Lille, par la désignation E1900091/59 du 29 mai 2019, modifiée le 2 juillet 2019, est composée des membres suivants : Président : Monsieur Michel-ANGE MOUQUET Membres titulaires : Madame Claude SARRIER, Monsieur Pierre GUILLEBERT, Madame Peggy CARTON, Monsieur Pierre BAUXEL, Monsieur Didier COUROUTIN, Monsieur Stéphane DEVOULCOUX, Monsieur Régis RAVAUD, Monsieur Michel DARD, Monsieur Jean-Marie LE GOUILLER, Monsieur Patrick JAYET, Monsieur Jean-Christophe HELY, Monsieur Jean-Marie ALLONNEAU, Monsieur Christophe BACHOLLE, Monsieur Denis LEFEBVRE.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête, dès leur diffusion, seront mis à la disposition de toutes les personnes intéressées, dans l'ensemble des lieux où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à l'Agence Hauts-de-France 2040 de la Région, pendant un an. Ces documents seront également publiés sur le site internet du conseil régional (<http://www.hautsdefrance.fr>) et sur le site de la Préfecture de la Région (<http://www.hauts-de-france.gouv.fr>). Toutes informations sur cette consultation peuvent être obtenues auprès du conseil régional Hauts-de-France, Hôtel de la Région, Agence Hauts-de-France 2040, 151 avenue du Président Hoover, 59555 LILLE, auprès de Bertrand LAPOLLE responsable des services, bertrand.lapolle@hautsdefrance.fr, tél. : 03 24 27 14 40 ou de Laurent ROUSSEL, responsable du projet, laurent.rousseau@hautsdefrance.fr, tél. : 03 24 27 14 42.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, sera soumis à délibération, en vue de son adoption, par le conseil régional Hauts-de-France.

LAVOIX éditions

LE JOURNAL Original
DE VOTRE
NAISSANCE

34%

PLONGEZ DANS LE JOURNAL AUTHENTIQUE DE VOTRE ANNIVERSAIRE DE 1840 A NOS JOURS !

Le journal sera livré avec sa pochette cadeau, il s'agit de La Voix du Nord ou d'un autre titre de presse française.

POUR COMMANDER :

www.editions.lavoixdunord.fr

3,50€ de frais de port - Frais de port offerts au-delà de 10€ de commandes.
Dans le Nord, des stocks disponibles.

LE LIVRE Anniversaire
LES ANNÉES-MÉMOIRE

30%

REVIVEZ LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE VOTRE ANNÉE DE NAISSANCE !

Livre unique disponible de 1919 à 1999

IF 111

OFFRE SPÉCIALE PATRIMOINE DES HAUTS-DE-FRANCE

>> En exclusivité sur www.editions.lavoixdunord.fr <<



NOS ÉGLISES ET NOS ABBAYES
+ LES TRÉSORS DU PATRIMOINE
+ NOS BEFFROIS

PACK 1 10€
LES 3 HORS-SÉRIES
au lieu de 16,70€
FRAIS DE PORT OFFERTS

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Arrêté de décembre 2018 relatif au tarif annuel des annonces judiciaires et légales.
Prix Unitaire ht à la ligne par colonne : Nord 5,25 euros - Pas-de-Calais 5,25 euros.

Enquêtes publiques et concertations



PREFET DU NORD
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Commune de SAINT-SOULET
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

La société Parc des Fontaines de Saint-Soulet (EOP Fontaines de Saint-Soulet) dont le siège social est situé 01000 SAINT-SOULET, a déposé un dossier au vu d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien de 4 aéro-générateurs et 2 postes de livraison sur la commune de SAINT-SOULET comprenant l'activité principale suivante soumise à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

2200-1 Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant au moins un aéro-générateur comportant au moins un aéro-générateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.

Les procédures intégrées à la présente demande sont :

- l'autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de même qu'il est demandé de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux écosystèmes pélagiques, au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.



PREFET DU NORD
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de CARNIERES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

La société FERME EOLIVIERE LE MURER - siège social : 238 rue du Faubourg Saint Martin 75019 PARIS - a déposé un dossier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien de 4 aéro-générateurs et 2 postes de livraison sur la commune de CARNIERES comprenant l'activité principale soumise à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

2200-1 Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant au moins un aéro-générateur comportant au moins un aéro-générateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Cette demande sera soumise à enquête publique au titre de la rubrique 2.1.5.6.1° en raison de l'interception de baines versants dans le ruisseau de 427 ha.

Commune de La Neuville

Enquête publique pour la modification du Plan Local d'Urbanisme

Reprise de l'enquête après suspension

Par arrêté en date du 20 mai 2019 n° 2019/01, le Maire de La Neuville a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du plan local d'urbanisme.

A cet effet, M. LY SING CHENG Jean-Michel a été désigné par le Président du tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

Par arrêté en date du 24 juin 2019 n° 2019/02, le Maire de La Neuville a suspendu l'enquête pour une durée de trois mois : du 27 juin 2019 au 30 septembre 2019.

Par ce même arrêté la reprise de l'enquête se détachera à la mairie de La Neuville, du mardi 1er octobre 2019 à 14h au vendredi 18 octobre 2019 à 17h.

M le Commissaire enquêteur recevra en mairie les :

- Mardi 1er octobre 2019 de 14h à 15h
- Vendredi 18 octobre 2019 de 15h à 17h

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du plan local d'urbanisme pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé en mairie. Elles pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur, M le Commissaire-Enquêteur Mairie de LA NEUVILLE, 50 rue du Général de Gaulle à LA NEUVILLE ou à l'adresse électronique suivante : la.neuville@wanadoo.fr

ou sur e-registre : <https://www.registre-danet.fr/la-neuville>

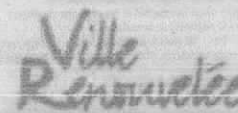
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés à la mairie à l'issue de l'enquête.

ANNONCES MARCHES PUBLICS

Arrêté de décembre 2018 relatif au tarif annuel des annonces judiciaires et légales.
Prix Unitaire ht à la ligne par colonne : Nord 5,25 euros - Pas-de-Calais 5,25 euros.

Marchés publics de fournitures et services

Procédures adaptées de + 90 000 euros



AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

Identification de l'organisme qui passe le marché
Maire de l'ouvrage : SEM Ville Renouvelée 75, Rue de Tournai - CS 40117 - 59332 TOURCOING Cedex

Procédure de passation : Procédure adaptée ouverte sans négociation en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique

Objet de la consultation : Aménagement de bords de ruisseau pour un montant maximum de 200 000 € HT pour la réalisation des missions de géomètre nécessaire à l'aménagement de l'écoulement de l'Union

Compétences requises : géomètre, géomètre expert

Redaction : le marché ne sera pas reconduit

Modalités d'attribution de l'accord cadre :

Offre économiquement la plus avantageuse évaluée en fonction des critères pondérés suivants :

- valeur technique et méthodologique de l'offre (60 %),
- prix des prestations (40 %).

Lieu d'exécution des prestations : Le marché se réalisera sur le périmètre de l'Union, située sur les communes de Roubaix, Tourcoing et Willems

Date prévisionnelle de démarrage des prestations : novembre 2019

Durée d'exécution de l'accord cadre : 2 ans

Dans la limite de récapitulatif des offres : 10 octobre 2019, à 12h

Lieu de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Les candidats ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du DCE ainsi que l'avis d'appel à concurrence via le site internet : <https://semer.schatpublic.com>

Justifications à produire avant les offres : les candidats doivent fournir les modalités de dépôt des offres :

CI règlement de consultation

Délai de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres

Les renseignements complémentaires, d'ordre administratif ou technique peuvent être obtenus via le profil acheteur : <https://semer.schatpublic.com>

Date d'envoi de la publication : 12 septembre 2019

LES HAUTS-DE-FRANCE

TELS QUE VOUS NE LES AVEZ JAMAIS VUS !



En ce moment chez votre libraire

sur www.editions.lavoixdunord.fr

LA VOIX
du Nord
éditions

COMMUNE DE NEUVILLE-SAINT-REMY

ENQUETE PUBLIQUE

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Neuville-Saint-Remy.

Cette enquête publique se déroulera du vendredi 4 octobre 2019 à 9 heures au lundi 4 novembre 2019 à 20 heures 30 inclus.

Pendant la durée de l'enquête publique, les pièces du dossier de PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en mairie de Neuville-Saint-Remy.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier :

- directement au bureau de Neuville-Saint-Remy, place Edouard Lhotelier aux horaires habituels d'ouverture : de 9 heures à 12 heures 15 et de 13 heures 45 à 17 heures 30.
- sur le site internet de la mairie : www.neuvellesaintremy.fr onglet « vie municipale », rubrique « urbanisme » puis « plan local d'urbanisme » - PLU enquête publique 2019.

Le projet de PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

L'avis de l'autorité environnementale est joint au dossier.

Le commissaire enquêteur recevra le public, pour recueillir ses observations et réclamations, à la mairie de Neuville-Saint-Remy.

Le vendredi 4 octobre 2019 de 9 heures à 12 heures ;

Le samedi 12 octobre 2019 de 9 heures à 12 heures ;

Le vendredi 18 octobre 2019 de 17 heures à 20 heures ;

Le mercredi 23 octobre 2019 de 16 heures à 19 heures ;

Le lundi 4 novembre 2019 de 17 heures 30 à 20 heures 30 ;

Les intéressés pourront aussi transmettre leurs observations :

- Par courrier à Madame la Commissaire enquêteur EP PLU - Mairie de Neuville-Saint-Remy - Place Edouard Lhotelier - 59554 NEUVILLE-SAINT-REMY - Téléphone : 03.27.73.30.30
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : enquete@neuvellesaintremy.fr